

30 MAY 2000 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DISCOURS DE M. JACQUES CHIRAC, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE, LE RÔLE POLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, LA RÉDUCTION DES TENSIONS INTERNATIONALES, LE MAINTIEN DE LA PAIX EN EUROPE ET DANS LE MONDE, LA RÉCONCILIATION ENTRE LES PEUPLES DES BALKANS, LE DÉSARMEMENT, LA DÉFENSE EUROPÉENNE, LA CRÉATION D'UNE FORCE EUROPÉENNE DE RÉACTION RAPIDE ET L'ENSEMBLE DES MOYENS DONT DISPOSE L'EUROPE POUR AGIR SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE, PARIS LE 30 MAI 2000.

[Télécharger le .pdf](#)

Monsieur le Président,

Messieurs les ministres,

Mesdames, messieurs,

Vous m'aviez invité, à l'Assemblée parlementaire de l'UEO et aussi à l'IHEDN, à venir présenter les grandes orientations de la France concernant la politique étrangère et de défense de l'Union Européenne dans la perspective de sa présidence. Ayant déjà eu le plaisir de me rendre dans vos enceintes, j'ai pensé que le moment était venu de vous recevoir à l'Élysée. A travers vous, à travers les représentants du parlement français que je suis heureux de saluer, c'est au pays tout entier que je souhaite m'adresser et, au-delà de nos frontières, à nos partenaires européens. Représentants des peuples d'Europe à l'Assemblée de l'UEO, représentants des différents secteurs de la société française à l'IHEDN, vous partagez la même ambition : faire de l'Europe un acteur majeur dans le monde d'aujourd'hui.

A l'aube de ce siècle, le fait européen est devenu une évidence de notre vie. De notre vie économique, de notre vie politique mais aussi, plus simplement, de la vie quotidienne de nos concitoyens. Voilà déjà longtemps que les affaires européennes ne sont plus des affaires étrangères. Chacun se les approprie et il est bon qu'il en soit ainsi.

Cinquante ans après la pose de sa première pierre, la construction européenne doit s'ouvrir à de nouveaux horizons. Il ne lui suffit pas de faire valoir ses immenses succès, le mot n'est pas excessif, pour convaincre de sa capacité à relever les défis qui s'annoncent. Au moment où elle trace la voie de son élargissement, il faut qu'elle affiche clairement ses ambitions. Quelle est l'Europe que nous voulons ? Quelle est l'Europe que nous souhaitons léguer à nos enfants ?

Les chantiers de la construction européenne sont multiples : dans le domaine économique et social, dans la sphère monétaire ou sur les voies de la culture. Une réflexion globale s'impose. Nous la menons activement, notamment avec nos amis allemands et j'aurai l'occasion d'y revenir.

Je souhaiterais aujourd'hui évoquer avec vous un domaine essentiel pour forger l'identité de l'Europe, il s'agit du rôle politique de l'Union Européenne dans le monde. Le temps est venu que ce rôle s'épanouisse. Nous devons nous fixer pour ambition de faire de l'Europe un acteur politique de premier plan dans le monde de demain, et nous devons faire en sorte que ce projet réponde à une large ambition populaire. Europe puissance ? Europe politique ? Au delà de la formule, il s'agit de répondre à une nécessité : jouer un rôle majeur pour la paix dans le monde.

L'Union Européenne peut et doit oeuvrer à la réduction des tensions internationales, car la prévention demeure la meilleure garantie de sécurité. Le monde multipolaire que la France appelle de ses vœux sera source d'équilibre et d'harmonie. Mais il resterait illusoire sans l'existence d'une Europe organisée, capable d'agir sur la scène internationale.

L'Union Européenne doit avoir également la capacité de participer à la résolution des conflits lorsque ceux-ci ont, hélas, éclaté. Elle a pour cela besoin d'instruments diplomatiques et militaires. Elle a d'abord besoin d'objectifs et de volonté politiques.

Enfin, l'Union Européenne a pour vocation d'enraciner la paix sur notre continent. C'est sa responsabilité. Elle l'assumera peu à peu mais de manière irréversible.

Nos pays ont vécu la guerre et la division, ils ont connu l'oppression, ils ont également su assumer leurs erreurs passées et tourner leur regard vers l'avenir. C'est pourquoi ils savent la complexité du monde, ils savent le prix de la liberté mais aussi sa fragilité. L'alchimie très particulière de l'histoire européenne

donne toute sa valeur au message que notre Union peut adresser au monde dans un siècle que je souhaite être celui de l'éthique.

La paix, dans le monde d'aujourd'hui, passe par la retenue et la mesure, par le respect de l'autre et la recherche d'une solution négociée aux difficultés rencontrées. Nous ne sommes pas naïfs et nous savons bien qu'il est parfois un temps où la sanction s'impose, où la force devient nécessaire. Mais cette coercition, parfois inévitable, doit se faire sur la base de règles internationales bien établies, acceptées par tous. Elle relève, en dernier ressort, du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui est seul à détenir la légitimité internationale permettant de décider l'usage de la force. Telle est, à mes yeux, cette spécificité européenne, qui privilégie le respect des valeurs par le droit, avant d'envisager le respect du droit par la force.

Ma vision de l'Europe, celle de la France, est fondée sur une certaine vision européenne du monde.

L'intérêt de la France est de voir l'Europe et ses idées occuper toute leur place dans le monde.

Loin d'affaiblir nos souverainetés dans cette entreprise, nous allons leur donner les moyens de s'affirmer encore davantage. L'union, la solidarité, la défense de valeurs et d'intérêts communs, telles sont les voies qui permettront aux sociétés européennes de s'épanouir au XXIème siècle. Tels sont les fondements d'une politique étrangère et de défense commune.

S'affirmer ne signifie pas nécessairement s'opposer. Je pense en particulier à nos amis, à nos alliés américains. Leur contribution à l'identité européenne fut aussi grande que la contribution européenne à l'identité américaine. Nous n'oublierons jamais qu'à deux reprises dans le siècle passé, ils sont venus combattre à nos côtés contre la tyrannie. C'est également grâce à eux que l'Europe a pu se développer en paix pendant cinquante ans, malgré la division qui lui était imposée. Aujourd'hui encore l'Alliance atlantique demeure essentielle à la défense collective de l'Europe.

Mais s'affirmer suppose de définir ses propres objectifs, de conduire sa propre politique, de les exprimer haut et fort et de mettre en oeuvre tous les moyens pour les atteindre.

En premier lieu sur notre continent. Les Européens ont su se réconcilier. Ils ont su se réunir, et les prochains élargissements marqueront une nouvelle étape dans ce processus. La stabilité et la sécurité ont progressé en Europe ces dernières années, mais elles continuent de se heurter à un îlot apparemment irréductible, où l'on retrouve en condensé les plus mauvais souvenirs de la mémoire européenne : nationalisme, persécution ethnique, haine de l'autre et mépris de la liberté. Nous ne pouvons pas nous y résigner. Vous avez bien compris que je faisais référence à l'espace de l'ex-Yougoslavie.

L'Union Européenne doit trouver une solution à cette crise endémique, car celle-ci fait outrage aux principes même qui la fondent. Il lui appartient aussi de trouver une solution, car elle est seule à pouvoir apporter à cette région le cadre de paix et de stabilité qui lui fait défaut. Elle le fera d'abord sur la base d'objectifs et de responsabilités politiques clairement définis.

Parce que nous sommes des Européens qui s'adressent à d'autres Européens. Parce que nous avons vocation à nous retrouver dans la même famille des démocraties et parce que nous avons aussi vécu ce qu'ils vivent aujourd'hui, nous avons le devoir de tenir aux peuples des Balkans un discours de vérité. Nous devons leur dire que nous serons toujours à leurs côtés, pour peu qu'ils abandonnent des références et des politiques d'un autre âge. Au Kosovo, la communauté internationale est intervenue pour casser la machine de l'épuration ethnique. Elle y est parvenue. Aujourd'hui elle y maintient la stabilité, comme également en Bosnie-Herzégovine. Mais la paix et la démocratie ne seront pas assurées de l'extérieur et elles doivent naître et se fortifier de l'intérieur.

Certains montrent déjà la voie. Je pense à la Macédoine qui maintient avec courage un fragile équilibre. Je pense au Monténégro qui, au sein de la R.F.Y., cherche à préserver sa liberté ou même à la Bosnie-Herzégovine dont les dernières élections ont marqué une inflexion positive. Je pense surtout aux récentes évolutions croates qui font naître de nouveaux espoirs. Je m'entretenais récemment avec le Président Mesic qui a choisi la voie de la paix et de la réconciliation. Il faut prendre appui sur ces évolutions positives pour réduire les contre-exemples trop nombreux qui nous donnent le sentiment que l'atavisme des haines a du mal à s'éteindre.

Il est temps pour l'Union Européenne de renforcer encore la cohérence et le volontarisme de sa politique. Une prise de conscience est intervenue lors du Conseil européen de Lisbonne. Nous devons poursuivre en

ce sens. Nous devons dire plus clairement ce que nous attendons de ces pays et ce que nous sommes disposés à faire pour les aider. Nous devons avoir une stratégie plus déterminée pour les Balkans. Ce sera l'un des objectifs de notre présidence.

Une rencontre au sommet entre l'Union Européenne et les pays de l'ex-Yougoslavie qui, à des stades divers, sont les plus avancés dans leur évolution démocratique, pourrait peut-être permettre de clarifier les objectifs et de relancer une dynamique en panne. C'est en tous les cas une solution à examiner. Il s'agirait d'accompagner les évolutions récentes en Croatie, de saluer les efforts entrepris par la Macédoine, de noter les progrès en Bosnie-Herzégovine, de les encourager tous à aller plus loin par une politique plus volontaire de l'Union Européenne, et enfin de rappeler à la RFY que la porte lui sera également ouverte dès lors qu'elle rejoindra le mouvement et nous pourrions saisir nos partenaires de l'Union Européenne d'une initiative éventuelle dans ce sens.

Je me suis attardé sur le sujet de l'ex-Yougoslavie, car il s'agit d'un véritable défi lancé à l'Union Européenne. Elle doit le relever car, en définitive, ces pays n'ont pas d'autre destin que de venir un jour la rejoindre.

La prolifération des armes et des technologies constitue un autre enjeu majeur pour les Européens comme pour l'ensemble de la Communauté internationale. Là encore le respect de la règle et des traités doit être notre référence. La conférence d'examen du TNP, qui vient de s'achever, a confirmé la possibilité de progresser par la négociation. Ce traité impose une discipline acceptée par tous les Etats signataires car elle est source de stabilité et de paix. Au-delà du TNP, la France souhaite vivement, comme ses partenaires de l'Union Européenne, que les accords concernant l'interdiction des essais, la production de matières fissiles ou les désarmements chimique et biologique soient mis en oeuvre et complétés rapidement.

Je n'entrerai pas ici dans le détail de ces négociations. Mon propos est simplement de souligner que le seul moyen de renforcer la sécurité en ce domaine est de progresser par le droit, de convaincre qu'une stricte discipline en la matière s'impose au bénéfice de tous, et que la mise en place de contraintes et de contrôles internationaux est la seule garantie qui vaille. C'est pourquoi je ne cache pas mes réserves à l'égard de toute initiative qui, loin de compléter le dispositif international de maîtrise des armements, aurait pour effet de remettre en cause le traité ABM, c'est-à-dire l'un des piliers de la stabilité stratégique des trente dernières années. Comment convaincre ceux qui pourraient accepter de renoncer à se doter de nouvelles armes, lorsque les plus puissants estiment nécessaire de développer des technologies qui remettent en cause les équilibres stratégiques difficilement acquis ?

D'un point de vue juridique, il s'agit d'une question qui ne concerne que les Etats-Unis et la Russie, liés par le traité ABM. Mais lorsqu'il s'agit de la paix et de la stabilité, l'enjeu concerne la communauté internationale dans son ensemble et plus encore les pays de l'Union Européenne dont l'espace de sécurité est directement en jeu. En tant qu'alliés et amis, nous devons dire aux Etats-Unis notre conviction que la remise en cause de cet accord risquerait de porter atteinte aux efforts de non prolifération et de relancer la course aux armements.

L'Union Européenne doit mieux faire entendre sa voix sur la scène internationale. Mais, au-delà du discours, il faut aussi pouvoir conduire l'action en cas de crise, et surtout pour prévenir les crises. C'est ce que font déjà les membres de l'Union Européenne. Au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine, leur contribution est essentielle à l'action de l'OTAN et de l'ONU. A Timor, il y a quelques mois, les Européens ont également été parmi les premiers à intervenir pour arrêter un autre drame humain.

La conviction ne fait pas défaut, le courage non plus. Il manque néanmoins à cet engagement une cohérence, et, il faut bien le reconnaître, une visibilité européenne.

C'est avant tout affaire de volonté politique.

Lorsque j'avais proposé il y a près d'un an que l'état-major du Corps européen prenne le Commandement de la KFOR au Kosovo en relève d'un l'état-major de l'OTAN, l'idée était apparue audacieuse, voire prématurée. Mais grâce à la détermination des cinq membres du Corps européen et notamment grâce à la coopération franco-allemande, ce projet est devenu réalité. Le Corps européen se transforme en un Corps de réaction rapide, et son état-major, à la tête duquel se trouve un officier espagnol, assure de manière exemplaire le commandement de la KFOR depuis plusieurs semaines.

Plus généralement, la dernière année, sous présidences finlandaise et portugaise, a permis des progrès considérables, qui répondent aux objectifs définis par la Grande Bretagne et la France lors du Sommet de Saint-Malo. J'en résume simplement la philosophie car vous en connaissez bien le détail : priorité au développement de capacités opérationnelles & mise en place des instruments de planification, de décision et de commandement qui permettent de conduire efficacement la gestion d'une crise. Il faut que les membres de l'Union Européenne puissent agir collectivement sur la scène internationale lorsque leurs intérêts sont en jeu, soit avec leurs propres moyens, soit avec le concours des moyens de l'OTAN. Ces deux exemples illustrent la force d'entraînement de quelques-uns, dès lors qu'il existe un consensus sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la défense des valeurs que nous avons en partage. Tous ceux, parmi les Quinze, qui veulent se joindre à cet effort commun seront les bienvenus. Mais ceux qui ne souhaitent pas aller aussi loin, parce qu'ils n'ont pas une tradition d'engagement ou parce qu'ils ne souhaitent pas s'en donner les moyens, ne doivent pas empêcher les plus audacieux d'avancer. Il est naturel que dans un groupe il y ait un peloton de tête qui progresse plus rapidement vers un objectif défini d'un commun accord. La Défense me semble un projet qui se prête naturellement à des coopérations approfondies au sein d'un groupe restreint d'Etats qui souhaitent aller plus loin et plus vite.

Il faut d'abord donner à l'Europe la crédibilité qui lui fait parfois défaut. Elle suppose l'acquisition de capacités militaires qui permettent à l'Union de décider et d'agir sans dépendre de choix faits ailleurs. Les capacités nécessaires doivent être identifiées, recensées et complétées pour parvenir à l'objectif fixé par le Conseil européen d'Helsinki. Cette analyse est aujourd'hui conduite par l'Union Européenne de manière autonome au sein des instances intérimaires dont elle s'est dotée. Un recours à l'expertise de l'OTAN sera utile, voire nécessaire, pour compléter ces travaux et il serait absurde de s'en priver.

L'organisation atlantique et nos alliés américains devraient être les soutiens naturels du projet de défense européen qui contribue à renforcer le lien transatlantique. Le partenariat entre l'Union Européenne et l'Alliance doit être fondé sur la transparence, dans le respect de l'autonomie de décision des Quinze. La France s'attachera, pendant sa présidence, à mettre au point l'objectif de capacité qui permettra à l'Union Européenne de déployer 60.000 hommes sur un théâtre extérieur. Je souhaite que, d'ici la fin de l'année, les Etats membres puissent s'engager sur les capacités militaires qu'ils seraient prêts à mettre à la disposition de l'Union en 2003 pour atteindre les objectifs définis en commun. Ceci suppose que les insuffisances et les lacunes soient identifiées et qu'elles soient prises en compte. Nous aurons besoin d'une volonté politique sans faille pour y parvenir, mais cet objectif est aujourd'hui à notre portée. Il suppose que chaque pays, sur une base nationale, fasse les efforts de défense nécessaires.

Cet effort ne doit pas concerner seulement les forces mais aussi les moyens de commandement, de renseignement et de transport stratégique. L'expérience du Corps européen au Kosovo montre que les Européens savent assumer leur responsabilité dans ce domaine, en pleine harmonie avec les dispositifs de l'OTAN. Le temps me semble venu d'envisager le renforcement des capacités de réaction rapide européennes, notamment en Europe du Sud. Il y a place pour la constitution d'une nouvelle force de réaction rapide européenne destinée à intervenir dans l'espace du nord de la méditerranée.

Pour remplir leur rôle, les forces européennes devront pouvoir se projeter sans délais vers les zones de crises. Il faut pour cela des moyens de transport harmonisés et une organisation commune. Je salue, à cet égard, la récente décision britannique en faveur de l'Airbus A 400M, l'avion de transport futur européen. Comme dans le cas du METEOR, il s'agit du meilleur choix opérationnel et technique, qui confirme que la voie européenne est bien celle de l'efficacité et de la performance. Les autorités espagnoles nous ont récemment confirmé que leur choix se portait également sur le projet européen. Je souhaite que nos amis allemands annoncent prochainement leurs intentions et que, tous ensemble, nous puissions disposer d'un même et nouvel avion de transport. Cela facilitera la gestion commune d'une véritable flotte européenne de transport aérien stratégique adaptée aux missions de nos forces.

Dans un autre domaine-clé, celui du renseignement, les Européens ont dès à présent des capacités d'observation satellitaires qu'ils sont en mesure de renforcer. Une première exploitation commune de ces informations est réalisée depuis quelques années au sein du centre satellitaire de l'UEO en voie de transfert à l'Union Européenne. Nous pouvons aller au-delà et concevoir un système européen, qui serait le support d'une coopération renforcée entre ceux des Européens qui seraient prêts à y contribuer. Ce pourrait être ultérieurement le point d'ancrage d'une capacité autonome de renseignement européen.

Ainsi l'Union Européenne pourra-t-elle disposer de l'ensemble des moyens permettant d'agir sur la scène internationale : de la prise de position politique aux mesures économiques ou humanitaires et, le cas échéant, jusqu'au déploiement militaire. Cette approche globale, qui seule permet de faire face aux crises régionales d'aujourd'hui, est un atout considérable pour l'Union Européenne. Je souhaite que les organes intérimaires mis en place à Bruxelles en mars dernier acquièrent rapidement leur statut définitif pour jouer pleinement leur rôle. Le Comité politique et de Sécurité devra notamment être la cheville ouvrière, sous l'autorité du Conseil, de la Politique étrangère et de défense de l'Union Européenne. M. SOLANA, le Haut Représentant pour la PESC et Secrétaire Général de l'UEO, qui a déjà accompli un travail remarquable en moins d'un an, y trouvera un soutien permanent et renforcé. L'UEO a elle-même participé à ces développements, et les membres de l'Assemblée parlementaire ici présents ont apporté une contribution importante que je tiens à saluer.

Je ne peux conclure sur l'approche française de la sécurité en Europe sans évoquer le rôle de la Russie. L'un des deux sommets annuels Union Européenne-Russie s'est tenu hier à Moscou. Nous attendons beaucoup du dialogue et de la coopération avec la Russie, l'autre grand pôle européen. L'Union Européenne doit se tenir aux côtés d'une Russie que nous souhaitons moderne, démocratique, résolument engagée dans un vaste programme de réformes. La paix et la stabilité à long terme sur l'ensemble de notre continent passent à l'évidence par le renforcement d'un partenariat privilégié entre l'Union Européenne et la Russie.

L'Union Européenne doit être ainsi un partenaire politique de premier rang de chacun des grands Etats du monde, de chacune de ses organisations régionales.

Il y a plus d'un siècle, Ernest Renan définissait la Nation comme l'expression d'un "vouloir vivre ensemble". Il ne s'agissait pas d'une idée imposée de manière autoritaire par quelques dirigeants avides de conquêtes, mais d'une réalité plus profonde issue de la volonté des peuples. Ces volontés nationales demeurent aujourd'hui et, en se joignant dans une convergence naturelle, elles constituent la force de l'Europe.

De même que pour la Nation, il serait vain de vouloir définir l'Europe politique de manière abstraite. L'Union Européenne s'affirmera véritablement sur la scène internationale lorsque ses habitants manifesteront avec force leur sentiment d'appartenance européenne.

L'émergence de ce sentiment m'apparaît comme l'une des grandes promesses de ce siècle. Il se trouve dans la vie, dans la culture et dans les émotions des jeunes européens d'aujourd'hui. Parce qu'ils sont portés par les mêmes enthousiasmes et les mêmes indignations, le projet d'une Europe forte sur la scène internationale prend tout son sens. Peu à peu leurs regards se portent ensemble sur le même horizon. C'est pourquoi le développement d'une politique étrangère et de défense de l'Union Européenne est un projet fondamentalement politique. Il se fera parce que l'Europe se fait, et s'il ne se fait pas c'est le pouls même de notre continent qui s'affaiblira.

La réalisation de ce projet dépasse de loin le terme de la présidence française de l'Union Européenne. Elle comportera des accélérations et des paliers, mais j'ai la conviction qu'elle est nécessaire et inéluctable. Plusieurs initiatives que j'ai évoquées verront le jour ultérieurement, mais je souhaitais vous dire l'esprit dans lequel nous travaillons dès maintenant. Avec le gouvernement et avec l'ensemble des autorités ou administrations concernées, nous ferons tout pour que la présidence française soit l'occasion de progrès décisifs dans l'accomplissement de cette grande ambition.

Je vous remercie.